

<https://acdn.net/spip/spip.php?article35>



HIROSHIMA, NAGASAKI : une histoire méconnue et des leçons plus que jamais d'actualité

- Accueil - Dossiers -
Date de mise en ligne : jeudi 3 août 2000

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le texte ci-dessous résulte de recherches historiques et philosophiques conduites dans les années 1980, qui ont fait l'objet d'une thèse d'Etat de philosophie soutenue en 1991. Il a été diffusé en août 2000 pour commémorer le 55e anniversaire des bombardements de Hiroshima et Nagasaki. Quinze ans plus tard, à la veille de leur 70e anniversaire, cette analyse reste plus que jamais d'actualité : les faits historiques qu'elle mettait en évidence, loin d'être contestés, ont été confirmés par les études historiques les plus récentes, notamment celle sur le bombardement de Nagasaki publiée en avril 2015 par le Bulletin of Atomic Scientists ; les inquiétudes exprimées et les questions soulevées en conclusion sont malheureusement toujours actuelles.

La question : "Ne faudrait-il pas que les peuples fassent entendre leurs voix ?" a reçu un début de réponse : en 2013 et 2014, avec les Conférences gouvernementales d'Oslo, de Nayarit (Mexique) et de Vienne, sur les effets inhumains des armes nucléaires ; en mai 2015 à New York, avec le soutien apporté par 113 Etats non nucléaires, lors de la conférence d'examen du TNP, à "l'Engagement humanitaire" condamnant les armes nucléaires ; aujourd'hui et demain, avec la mobilisation des ONG et des opinions publiques en faveur d'un traité d'interdiction et d'une convention d'élimination des armes nucléaires. Mais cette mobilisation restera vaine tant que les peuples ne réussiront pas à imposer aux gouvernements des Etats nucléaires les décisions politiques aboutissant à l'abolition effective de ces armes.

Sachant que la France est l'un des Etats nucléaires faisant le plus obstacle à leur élimination, alors que le peuple français, dans sa grande majorité, l'appelle de ses vœux, nous reposons une fois de plus cette question : "pourquoi le peuple français ne ferait-il pas connaître, après débats et informations, sa volonté ? A quand un référendum sur ce sujet ?"

Au moment où l'humanité soucieuse de son passé comme de son avenir commémore le cinquante-cinquième anniversaire des bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki, il est bon de se rappeler les circonstances de ces tragiques événements, même s'il paraît exclu d'en dégager en quelques lignes tous les tenants et aboutissants.

Comme on sait, le 6 août 1945, à 8 heures 15, heure locale, l'équipage du bombardier américain « Enola Gay » larguait sur Hiroshima la première bombe atomique utilisée sur une ville. Baptisée « Little Boy » (« P'tit Gars »), il s'agissait d'une bombe à l'uranium en unique exemplaire, dont le modèle n'avait encore jamais été expérimenté. La première estimation de l'armée américaine chiffra à 78 150 le nombre des tués, mais il faut multiplier ce chiffre approximativement par trois pour approcher de la réalité, soit entre 200 000 et 300 000 victimes immédiates ou différées, sans parler des survivants (« hibakusha »), marqués à vie dans leur chair, leur esprit et leurs relations sociales.

Ce que l'on sait moins ou que l'on tend à occulter, c'est que l'opération avait été conduite comme une véritable expérience scientifique.

Depuis près d'un an, une unité spéciale (le 509e groupe spécial de la 20e flotte aérienne) s'entraînait exclusivement à ce nouveau type de bombardement, et depuis la mi-janvier 1945 -décision prise avant même l'échec de la contre-offensive allemande dans les Ardennes- le faisait sur des distances impliquant que l'objectif ne serait pas

l'Allemagne, mais le Japon. La commission chargée de préparer l'opération avait recommandé de la conduire « sur des villes peuplées » et « sans avertissement ». Le 16 avril 1945, quatre des plus grandes villes japonaises après Tokyo (ravagée par des bombardements classiques et incendiaires, dont celui du 9 mars) avaient été retenues comme cibles potentielles et interdites de tout bombardement, afin de pouvoir attribuer à la seule bombe atomique les dégâts observables. Par ordre de « préférence », il s'agissait de Hiroshima, Niigata, Kokura et Nagasaki ; un scrupule « humaniste » avait écarté de cette liste la ville de Kyoto, vieux centre culturel et religieux. Le 6 août, trois avions éclaireurs précédaient l'« Enola Gay », pour lui signaler dans un code convenu l'état météorologique au-dessus de trois des villes-cibles, car le bombardement ne devait pas se faire au radar mais « à vue », afin d'obtenir un maximum de précision. L'exceptionnel beau temps -au demeurant prévu dès le 16 avril par un météorologiste norvégien spécialiste du Japon- qui régnait ce matin-là au-dessus de Hiroshima (visibilité : 10 milles), la confirma comme une cible idéale. Deux avions d'observation suivaient à distance l'« Enola Gay », l'un pour larguer des appareils de mesure au-dessus de la ville bombardée, l'autre pour filmer et photographier. En tout six B-29, volant pratiquement hors de portée de la DCA ; mais pour dissuader de prendre l'air les rares avions de chasse japonais encore en état de le faire et pour déjouer les mesures de défense passive, les villes-cibles avaient été régulièrement survolées les jours précédents par des avions isolés qui ne les bombardaient jamais. L'heure du bombardement ne devait rien non plus au hasard : les habitants habitués aux fausses alertes vauquaient déjà à leur travail.

« L'exécution » fut « un succès complet », et lorsqu'il l'apprit au milieu de l'Atlantique sur le vaisseau qui le ramenait de la Conférence interalliée de Potsdam, le président Truman s'exclama : « C'est le plus grand jour de l'histoire ». Revenu aux Etats-Unis, dans un discours radiodiffusé à la nation américaine, il put remercier Dieu d'avoir donné sa préférence aux Américains.

Le 9 août au matin, ce fut le tour de Nagasaki. Entre-temps, la météo s'était gravement détériorée, mais c'est encore elle qui détermina le sort de cette autre ville.

L'annonce d'une grosse dépression arrivant sur le Japon incita l'état-major spécial du général LeMay, établi sur l'île de Guam auprès du Q.G. du général Spaatz, à décider le matin du 8 août ce second bombardement, en l'avançant de deux jours et sans en référer à Washington ni solliciter un nouvel ordre du président Truman : la « fenêtre météo » avait toute chance de se refermer définitivement. Pour le général du génie Leslie Groves, qui avait dirigé le « projet Manhattan » après avoir construit le Pentagone, comme pour ses proches collaborateurs présents sur place et pour la vingtaine de scientifiques qui se hâtaient d'apprêter la troisième et dernière bombe disponible, il ne fallait surtout pas laisser filer la « chance » de l'utiliser avant la capitulation japonaise. Baptisée « Fat Man » (« Gros Mec »), elle promettait encore mieux que « P'tit Gars », car elle était du même type que celle au plutonium brillamment expérimentée le 16 juillet à Alamogordo, dans le désert du Nouveau Mexique.

L'une des cibles étant déjà rayée de la carte, cinq B-29 participèrent à cette nouvelle mission. Le mauvais temps et les tempêtes traversées furent à l'origine d'une série de déboires : des dérives, une consommation excessive de carburant, un rendez-vous manqué, une panne de radio... A l'arrivée au-dessus de l'île de Kyûshû, le « Bock's Car », qui portait la bombe, se dirigea d'abord sur Kokura, sa cible principale, au-dessus de laquelle il tourna vainement car elle était masquée par un plafond nuageux. Aux commandes de l'appareil, le jeune major Sweeney dut prendre le chemin du retour, en passant par Nagasaki. Au moment où son radar lui permit d'identifier la ville, le « Bock's Car » ne disposait plus d'assez de carburant pour rejoindre sa base de départ dans le Pacifique, l'île de Tinian, ni même Iwo Jima, plus proche. Sa seule chance d'éviter un crash en mer avec une bombe atomique à bord était d'atteindre l'île d'Okinawa -c'est ce qui eut lieu, avec les dernières gouttes de carburant- mais à condition de se débarrasser de la bombe amorcée, qui pesait cinq tonnes. Livré à lui-même, Sweeney consulta rapidement trois membres de son équipage, et à eux quatre ils décidèrent de larguer la bombe au radar, contrairement aux ordres. Il était un peu plus de 11 heures 01, heure locale, 11h 02 quand la bombe explosa. Ce bombardement approximatif et la topographie vallonnée de Nagasaki expliquent que « Gros Mec » ait finalement fait moins de victimes que « P'tit Gars ». Une déception. Mais ce qui explique en fin de compte le malheur partagé par cette ville, c'est une petite défaillance

technique supplémentaire : une réserve de 600 gallons de carburant aurait pu éviter la décision du major Sweeney ; malheureusement le carburant ne coulait pas... Ainsi les morts de Nagasaki doivent-ils leur destin à un vulgaire tuyau bouché.

Quant aux « grandes raisons » de ces deux grands massacres, on en a évoqué principalement deux, pareillement discutables.

La première est qu'il s'agissait d'écourter la guerre nippo-américaine et d'épargner ainsi des vies de soldats américains (les autres important moins). C'est celle qui fut évoquée par le président Truman dans son discours du 9 août, ou encore par l'aumônier des équipages américains dans une version religieuse (« ramener la paix au plus vite ») destinée à leur enlever tout scrupule (de surcroît, ils ignoraient à peu près tout du premier engin qu'ils transportèrent, y compris sa nature atomique). Mais sur le plan militaire, le recours à la bombe atomique n'était pas nécessaire. Hostile à l'opération qu'on lui avait imposée et dont il s'acquitta néanmoins avec efficacité, le général Curtis LeMay, grand organisateur des bombardements du Japon, estimait pour sa part que quelques bombardements « classiques » de plus, comme celui du 9 mars réalisé avec 279 forteresses volantes et 1667 tonnes de bombes, suffiraient à « mettre le Japon à genoux ». Il l'estimait encore quarante ans plus tard. D'autres militaires de haut rang, comme le général Eisenhower, étaient également hostiles à l'emploi de la bombe, sans parler de certains savants qui, tels Albert Einstein et Leo Szilard pourtant à l'origine de l'effort nucléaire américain, avaient fait remettre à Roosevelt, dès mars 1945, un mémorandum prônant le non-emploi. Sur le plan diplomatique, avant même l'ouverture de la Conférence de Potsdam le Japon souhaitait capituler. Les Américains le savaient depuis le 13 juillet : en possession du chiffre japonais, leurs services de renseignement avaient intercepté et décrypté un échange de messages entre le gouvernement japonais et son ambassadeur à Moscou, qui le prouvait formellement. La seule condition mise était que cette capitulation se fit dans l'honneur, et que l'empereur Hiro-Hito, personnage sacré, fût conservé sur son trône -ce qui eut lieu finalement. Parlant de « capitulation sans conditions », l'ultimatum des Alliés anglo-saxons et nationaliste chinois, lancé au Japon le 26 juillet depuis Potsdam, ne pouvait que fermer cette voie, tandis que Truman avait ordonné précédemment l'emploi des bombes disponibles « dès que possible à partir du 2 août » (ordre du 17 juillet). Ainsi, ces deux bombes, transférées et préparées dans la fièvre, n'ont pas hâté la capitulation japonaise mais au contraire contribué à la retarder, et ce en pleine connaissance de cause.

L'autre « grande raison », invoquée après coup par certains historiens, serait que le président Truman aurait voulu par là empêcher l'expansion soviétique en Extrême-Orient, et faire étalage de la puissance américaine en vue de la future « guerre froide », qu'il aurait pressentie et préparée. Il s'agit là d'une illusion rétrospective. La « guerre froide » débute véritablement en 1947, et ses prémisses dans l'esprit de Truman ne remontent guère en deçà de janvier 1946, où l'on observe de sa part un revirement à l'égard « des Soviétiques », peut-être motivé par une « sortie » brutale et insultante de Staline à son encontre, fin décembre 1945, dont Khrouchtchev fait état dans ses mémoires et dont Truman aurait eu connaissance par son ministre Byrnes. Jusque là, il n'est pas du tout dans cet état d'esprit. A Potsdam et dans les mois qui suivent, il considère « oncle Joe » (Staline) comme un ami personnel (en septembre, il lui écrit : « Je conserverai toujours votre image comme un souvenir heureux de notre très agréable collaboration à Potsdam »), et politiquement comme une sorte de tsar tout à fait « maniable » pourvu qu'on reste ferme. A Potsdam, loin de dissuader Staline d'entrer en guerre contre le Japon, comme cela avait été prévu à Yalta, Truman le pousse à le faire au plus tôt. La bombe d'Hiroshima y aura également contribué : c'est dans la nuit du 8 au 9 août que l'Union Soviétique déclare la guerre au Japon et lance immédiatement son offensive-éclair contre la Mandchourie. Il est aussi remarquable que le ministre de Truman alors le plus hostile à l'Union Soviétique -le secrétaire à la Marine Forrestal-, le plus lucide peut-être tant sur la nature réelle du régime de Staline que sur les conséquences à terme de l'emploi des bombes atomiques, en ait été un adversaire déclaré.

Les raisons véritables des bombardements de Hiroshima et Nagasaki se situent plutôt ailleurs. Elles sont de trois ordres. D'une part, les Américains avaient des comptes à régler avec les Japonais. C'est d'ailleurs par là que Truman commence son discours du 9 août, le souci affiché d'abrégier la guerre et d'épargner des vies américaines ne venant qu'en seconde position : « Nous avons utilisé (la bombe atomique) contre ceux qui nous ont traîtreusement attaqués

à Pearl Harbor, contre ceux qui affament, maltraitent et exécutent les prisonniers de guerre américains, contre ceux qui violent toutes les règles internationales. » On peut oser le terme : c'était une affaire de vengeance. D'autre part, les bombes étaient là, elles avaient mobilisé quelque 130 000 personnes, exigé un effort financier, scientifique et militaire considérable, qu'il convenait de justifier : il fallait donc les utiliser. Enfin, *last but not least*, la pure et simple volonté de puissance, tant comme affirmation d'une écrasante domination de l'autre que comme maîtrise quasi-divine (par délégation en quelque sorte) et en fait diabolique (puisque sous forme destructrice), de la nature physique, a certainement joué un rôle déterminant, quoique inavouable.

Ce serait une erreur de croire que les témoignages poignants des « hibakusha » -par exemple celui de Keiji Nakazawa : *J'avais six ans à Hiroshima* (Le Cherche-midi éditeur) ou celui du Docteur Shuntaro Hida : *Little Boy, Récit des jours d'Hiroshima* (Comité Hiroshima-Nagasaki, Ed. Quintette)- puissent vacciner à jamais tous les dirigeants politiques et militaires du monde contre les tentations de renouveler l'expérience. Il faut pourtant les lire. Mais trop d'intérêts et de passions -volonté de puissance, goût de l'exploit, haine de l'ennemi, peur, désir de vengeance...- sont en jeu pour que l'on puisse faire confiance à la sagesse humaine. Un universitaire français établi aux Etats-Unis écrivait récemment dans *Le Monde* : « *Quel chef d'Etat victime d'une première frappe, prendrait par une seconde frappe vengeresse le risque de mettre fin à l'aventure humaine ?* » Sans doute n'avait-il pas lu ces phrases du président Giscard d'Estaing : « *Quoi qu'il arrive je ne prendrai jamais l'initiative d'un geste qui conduirait à l'anéantissement de la France. Si sa destruction [nucléaire] était entamée par l'adversaire, je prendrais aussitôt la décision nécessaire pour la venger.* » Il est vrai que ce dernier ajoutait : « *Mais autrement, je veux laisser à son paysage (...), à la fidélité (de ses habitants) à leurs convictions alors cachées [du fait de la présence d'un occupant], l'ultime chance de faire revivre un jour une culture française.* » (*Le pouvoir et la vie*, T. II, 1991, p. 210). On peut donc espérer qu'il ne s'agissait, sous la plume de l'ancien président de la République française, que d'une « phrase », ultime reliquat de la « posture dissuasive » destiné à protéger au moins la France d'une attaque nucléaire que son propre statut de puissance nucléaire risque justement d'attirer sur elle, à défaut de pouvoir éviter une défaite et une occupation réalisées par des moyens « conventionnels ». Mais le complexe de Samson (« périssons tous plutôt que de laisser survivre nos ennemis ! ») est répandu bien au-delà d'Israël, à qui nombre d'observateurs ont pu l'attribuer, entre autres le général Georges Buis.

Erreur aussi que de se fier à la technique. Les accidents -sous-marins nucléaires disparus corps et biens, bombardiers s'écrasant ou s'abîmant en mer avec leurs bombes atomiques, fausses alertes déclenchées par des radars et des ordinateurs confondant un vol d'oies sauvages ou des phénomènes météorologiques avec une attaque nucléaire, etc.- sont nombreux. Quand un tuyau bouché peut décider du sort d'une ville, comment peut-on se fier à la technologie informatique et nucléaire ? Etrange retour des choses : au printemps 2000, le vaste complexe de recherches nucléaires de Los Alamos où furent précisément conçues et construites les premières bombes atomiques, a été ravagé par un gigantesque incendie, apparemment accidentel, qui a détruit 400 bâtiments, entraîné l'évacuation de milliers de personnes, couvert plusieurs Etats américains d'un immense panache de fumée, expédié dans l'atmosphère, selon toute vraisemblance, des doses incontrôlées de poussières radioactives...

Et l'on prétend avec tout cela contrôler le stockage, la circulation, le non-emploi de milliers d'armes nucléaires, et même exporter dans l'espace, avec le « bouclier nucléaire » américain actuellement en projet (« National Missile Defense »), ce prétendu système de sécurité ! Jusqu'à quand ?

En réalité, il est absurde de se préférer « fou » (« MAD ») plutôt que « cinglé » (NUTS), cinglé plutôt que fou, ou les deux à la fois. Toutes les stratégies nucléaires sans exception ont fait leur temps ; elles sont toutes condamnables, parce que l'une quelconque d'entre elles, ou leur conjugaison, peut mener un jour ou l'autre à une catastrophe, accidentelle ou délibérée. Les cinq principales puissances nucléaires semblent l'avoir admis tout récemment, en promettant le 21 mai 2000 à New York de s'engager « sans équivoque » dans un processus d'« élimination totale » de leurs armes nucléaires. Encore faudrait-il que leurs dirigeants le veuillent réellement, et s'engagent sans tarder dans ce processus. Faute de quoi les autres puissances nucléaires connues, Israël, l'Inde et le Pakistan, situées au coeur de tensions régionales, maintiendront leur option atomique et seront rejointes par d'autres « pays du seuil »,

au lieu d'être amenées à rejoindre le Traité de Non-Prolifération nucléaire (TNP) et le Traité d'Interdiction Complètes des Essais nucléaires (TICE ou CTBT). Avec le risque permanent d'un « passage à l'acte »... déjà réalisé par le très chrétien et très démocrate Harry Truman, alors que rien de sérieux ne l'y obligeait vraiment.

La seule solution rationnelle et raisonnable, c'est un désarmement nucléaire, biologique et chimique, intégral, universel et contrôlé. Quand donc nos dirigeants s'en convaincront-ils et comprendront-ils que le temps presse ? Ne faudrait-il pas que les peuples fassent entendre leurs voix ? Et puisque c'est déjà le cas ailleurs, puisque les gouvernements de sept Etats proposent à l'ONU un « Nouvel Agenda » (de désarmement), pourquoi le peuple français ne ferait-il pas connaître, après débats et informations, sa volonté ? A quand un référendum sur ce sujet ?

SAINTES, le 3 août 2000

Réédité sans changement le 5 août 2003, le 9 août 2004, le 5 août 2015, le 1er août 2019.

Post-scriptum :

Sur le même sujet, voir :

- ▶ [Saintes commémore le 70e anniversaire des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki](#) (6 août 2015)
- ▶ [A 2 minutes de l'Apocalypse atomique, le Parlement français est saisi d'une proposition de référendum visant à abolir les armes nucléaires et radioactives](#) (23 janvier 2019)
- ▶ [Assemblée nationale : un R.I.P. pour abolir les armes nucléaires et radioactives !](#) (5 juin 2019)
- ▶ [Abolir les armes nucléaires est une urgence](#) (13 juillet 2019)